

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



EDITO

En ce début mai nos yeux sont tournés vers la Nouvelle Calédonie. L'explosion de violence de ces derniers jours a quelque chose à voir avec le projet de loi constitutionnelle visant à élargir le corps électoral pour les élections provinciales. Mais le vrai problème est avant tout social. Une partie importante des calédoniens notamment kanaks vit sous le seuil de pauvreté. Les prix en Nouvelle Calédonie sont jusqu'à trois fois plus élevés qu'en France métropolitaine. Alors oui certes il y a sans doute de l'ingérence étrangère, qu'elle vienne d'Azerbaïdjan ou de Chine mais il y a d'abord un terreau fertile qui explique qu'une partie de la jeunesse de Nouméa se livre à des exactions et des pillages, entraînant la population calédonienne dans la violence et dans la pénurie alimentaire et sanitaire. A l'évidence, la réponse ne peut pas être que sécuritaire. Comme après les émeutes de juin 2023 en métropole, il faut une réponse sociale et politique. Ne nous leurrions pas. Même si l'ordre est rétabli, tant que celle-ci n'aura pas été apportée le problème perdurera. Comme il perdure sous forme larvée en métropole. La violence qui attise une partie de notre jeunesse encouragée par les réseaux sociaux témoigne d'une difficulté à trouver sa place dans un pays où l'écart entre les pauvres et les riches n'a jamais été aussi grand. Il ne faut pas s'étonner si une partie toujours plus grande de la population en France comme dans les autres pays démocratiques se tourne vers les solutions

SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p.2 : International : Argentine, Inde / Les bras m'en tombent : le salaire de Tavares / p.3 à 5 : Place au débat : réquisitoire contre cette Europe / p. 6 : Actualité sociale / Avez-vous remarqué : A propos de la dette / p. 7 : Actualité sociale / p. 8 : Coup de gueule : vers un retour au régime de Vichy ?

simplistes de l'extrême-droite. Le capitalisme qu'il soit ancien ou néo produit toujours plus d'inégalités. L'accaparement du pouvoir par une élite, qu'elle se drape dans les habits de la droite ou d'une prétendue gauche devient de plus en plus insupportable à la population qui ne se sent pas entendue, voire qui a le sentiment, pas toujours faux, d'être méprisée. Cela renforce le repli sur soi, le rejet de l'autre, le racisme sous toutes ses formes.

Pour autant, il ne faut pas désespérer. Que ce soit dans les associations, dans les syndicats, dans certains partis politiques, des femmes et des hommes luttent chaque jour pour tenter d'imposer une autre logique, pour que les valeurs de la République – liberté, égalité, fraternité - ne soient pas seulement aux frontons de nos mairies mais soient partagées par la société toute entière.

Macron vient de fêter le septième anniversaire de son arrivée au pouvoir. On ne peut pas dire que ses gouvernements aient beaucoup œuvré dans ce sens. Attaques toujours plus grandes contre les chômeurs, détricotage du code du travail, remises en cause du statut des fonctionnaires, démantèlement poursuivi de la santé publique, aggravation du problème du logement avec de moins en moins de construction de nouveaux logements, tel est le bilan de ces sept années de pouvoir solitaire, faisant fi des corps intermédiaires, apparaissant sourd aux besoins de la population sinon par

l'adoption de quelques mesurées vite remises en cause sous prétexte de lutter contre le déficit. Dans quelques jours nous fêterons le 80ème anniversaire du débarquement des troupes alliées en Normandie. Faut-il rappeler l'état dans lequel se trouvait notre pays au lendemain de la guerre ? Cela ne l'a pas empêché de se reconstruire, certes avec l'aide -pas gratuite- des américains.

Mais si ses dirigeants en avaient la volonté, nul doute que la France serait capable de retrouver la prospérité et la marche en avant vers plus de

progrès et de justice sociale pour aller, comme le souhaitait Jaurès, vers la république sociale ?

Le pire n'est jamais sûr. Mais pour l'éviter il faut savoir se retrousser les manches et lutter inlassablement pour faire comprendre à nos compatriotes que ce sont de vraies solutions dont ils ont besoin et pas d'un mirage xénophobe et autoritaire.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL

ARGENTINE :

Près d'un demi-million dans les rues de Buenos Aires, près d'un million à travers l'Argentine. La manifestation du 23 avril pour défendre l'université publique gratuite et dénoncer la politique d'austérité du gouvernement est une des plus massives des vingt dernières années en Argentine. En cause la décision du président argentin de maintenir le budget universitaire 2023 pour l'année scolaire 2024 malgré une inflation de 288 % sur douze mois. L'Argentine est un des seuls pays d'Amérique du Sud où l'université publique est gratuite.



L'Inde votera-t-elle pour l'intégrisme hindou ? Les élections législatives indiennes de 2024 ont lieu du 19 avril au 1^{er} juin 2024, les différentes parties du pays votant l'une après l'autre, afin d'élire pour cinq ans la Lok Sabha, équivalent de notre assemblée nationale, du Parlement de l'Inde. « La fin du rêve laïque » (dixit l'India Times) dans la plus grande démocratie du monde commence par un cauchemar pour les minorités religieuses. Ce qui se passe en Inde avec le BJP de Narendra Modi, le 1^{er} ministre sortant qui se représente, est révélateur d'une tendance plus générale, démagogue, identitariste, autoritaire, parfaitement compatible avec les débordements volontaires du capitalisme néolibéral. Or, quels que soient les arguments des idiots utiles prétendument de gauche qui confortent en réalité cette extrême droite, l'universalisme est la condition pour défendre la démocratie, la laïcité, les libertés publiques et individuelles. Et l'État comme intercesseur du contrat social.

LES BRAS M'EN TOMBENT

Par Marie BERTHOMMIER

Le patron de Stellantis, Carlos Tavares, affiche un revenu (salaire, actions, prime, bonus) **totallement vertigineux de 100.000 euros par jour.** Cela représente, pour l'année 2023, 36,5 millions d'euros, soit une augmentation de 56% en un an. **Choquant ? Non. Indécent.** Les actionnaires du groupe recevront, eux, autour de 7,7 milliards d'euros de dividendes pour 2023. Les salariés, auront, eux, droit à une prime d'un montant inférieur de 200€ à celle de l'année dernière et qui, de plus, sera réduite en cas d'arrêt maladie. Aucune perspective d'augmentation de salaire n'est envisagée. Quant à Tavares, interrogé sur son salaire, il a lancé « Si vous estimez que ce n'est pas acceptable, faites une loi. ». On peut juste noter que c'est une bonne suggestion à Macron qui avait qualifié de "*choquant et excessif*" le montant "*astronomique*" de 23,5 millions d'euros, rétribution de l'année précédente. Manifestement l'indignation présidentielle factice n'impressionne pas le CAC40. Elle n'est d'ailleurs pas faite pour ça.

PLACE AU DEBAT



Discours de Macron à la Sorbonne : REQUISITOIRE CONTRE CETTE EUROPE

Par Jean-Claude CHAILLEY

Le discours de Macron contient 2 dimensions :

*La construction européenne actuelle va dans le mur : « Nous devons être lucides sur le fait que notre Europe, aujourd'hui, est mortelle. Elle peut mourir ».

*Macron propose - sans utiliser le terme qui suscite des oppositions - un saut fédéraliste, dont la défense européenne est un des piliers centraux.

L'effondrement de l'Europe dans le monde et de la France dans l'Europe.

1) Le bilan catastrophique de la construction européenne actuelle.

Macron : « Le produit intérieur brut par habitant a augmenté aux États-Unis de près de 60 % entre 1993 et 2022. Celui de l'Europe a progressé de moins de 30 % ».

Le PIB est d'à peu près 80 000 \$ / habitant contre 40 000 en Europe

Pierre Larrousturou citant Eurostat :

► « L'Union européenne c'est la baisse des salaires dans la valeur ajoutée de 10 points.

► L'Union européenne c'est la baisse de l'impôt sur les sociétés de 50 % à 19 % en 2021 »

Il est donc prouvé – y compris de fait par Macron – que la politique austéritaire menée depuis Maastricht est « mortelle » pour l'Union européenne, catastrophique pour les citoyennes et citoyens des 27 Etats, pour les services publics, pour la protection sociale.

Plus de 30 ans après Maastricht il est prouvé que la concurrence permanente au moins disant social ne crée pas la prospérité, mais un recul tous azimuts.

2) Le bilan catastrophique de la France dans l'Union européenne

La France dès la « parenthèse de la rigueur » initiée par Delors-Mitterrand en 1983 a fait **baissier brutalement la part des salaires dans la valeur ajoutée, davantage que Thatcher**. Elle a aussi baissé l'impôt sur les sociétés ramené au chiffre ridiculement bas de 40 Milliards en 2023. A contrario l'impôt CSG créé en 1991 par Rocard se monte actuellement à 140 Milliards, auxquels s'ajoutent 80 Milliards d'impôt sur le revenu. Total impôts sur le revenu 240 Milliards.

Résultat (Larrousturou) :

En 2008 l'Allemagne avait un PIB de 28 % supérieur à la France.

En 2022 le PIB de l'Allemagne est supérieur de 47 % à celui de la France.

Si le PIB de la France avait suivi celui de l'Allemagne il y aurait 200 milliards de plus chaque année dans les caisses. On ne parlerait pas de déficit, de dette, d'agences de notation, ...

La stratégie de désindustrialisation des entreprises, de la France « sans usines », assortie de 200 milliards d'aides par an, est prouvée mortifère.

Macron le constate... et accélère !

3) Des crises :

Macron : « L'Europe a traversé des crises, elles aussi inédites dans cette période...Le Brexit, bien sûr ».

Les promesses lors du traité de Maastricht de 1992 n'ont pas été tenues. En 2005 dans les rares pays où il y a eu un referendum les peuples ont voté contre **cette** Europe. Si l'Union européenne avait correspondu aux attentes des peuples, il n'y aurait pas eu de Brexit - qui a d'ailleurs été récupéré par l'extrême droite et la droite extrême puisque les travaillistes comme en France se sont prononcés pour **cette** Europe libérale - .

4) La pandémie mondiale.

Toujours l'ode au fédéralisme pour masquer le fiasco de l'Union européenne

Macron : « ça a été le choix de l'unité stratégique sur des sujets qui jusque-là étaient restés du seul ressort des nations... **Produire des vaccins en Européens, sécuriser les approvisionnements et les distribuer partout en Europe** ».

Le monde entier savait qu'il y aurait une pandémie. L'UE a néanmoins coupé sur les budgets de recherche. Le vaccin a été développé par bionNtech, allemande. Elle a scellé un partenariat avec Pfizer qui en a tiré des dizaines de milliards de profit... au détriment de la Sécurité sociale (on remboursera la dette Covid au moins jusqu'en 2033).

La « solidarité européenne » s'est traduite par des détournements de masques sur les tarmacs.

La solidarité avec les pays en développement s'est traduite par la défense des brevets acquis par Pfizer ou Moderna, entraînant de très nombreuses morts évitables.

Quant à l'approvisionnement en médicaments, la concurrence entre Etats fait rage, générant une avalanche de ruptures de stocks en France.

5) Démocratie :

Macron : « Nous n'avons pas tout réussi, il faut être lucide, en particulier lorsque vous souhaitez rendre notre Europe plus démocratique. Il faut bien le constater, les avancées ont été limitées sur ce point ».

La « lucidité » c'est effectivement de reconnaître qu'il y a un problème de démocratie des institutions européennes comme françaises. Ceux qui ont fait passer le traité de Lisbonne contre le vote majoritaire des Français portent une lourde responsabilité.

6) Le satisfecit de l'endettement commun...Le fédéralisme promu par Macron contre la France.

800 Milliards d'euros d'endettement européen, « le choix d'une Europe unie dont nous avons, partout sur nos départements, dans nos communes, vu les conséquences directes. Grâce à ce que nous avons fait en Européens, nous avons pu porter des projets de relance, des soutiens à nos entreprises. Et les PME, partout dans notre pays, ont pu en avoir les fruits ».

- Pure contre-vérité. D'une façon générale la **France est contributrice nette au budget européen**. La France paie plus qu'elle ne reçoit, ce qui accroît le déficit. **C'est un abus de dire que la PAC apporte une aide** aux (gros) agriculteurs français car cette aide est payée indirectement par nos impôts. Quant aux pays comme la Pologne qui reçoivent des fonds, ils en profitent pour acheter des F35 américains.
- **L'objectif de l'endettement commun européen est politique : un saut fédéraliste qui coûte cher à la France.**

Tous les pays défendent ce qu'ils estiment être leurs intérêts nationaux, sauf l'euro-béat Macron. Contrairement par exemple à l'Italie, Macron a approuvé une répartition de l'emprunt européen **totallement défavorable à la France qui devra rembourser beaucoup plus qu'elle ne reçoit, plus que si elle avait emprunté directement sur les marchés financiers.**

Comme sur tous les sujets Macron creuse les déficits, accroît la dette,... à compenser par l'austérité. Or, l'austérité accroît la dette dans un processus sans fin dans lequel la France s'enfonce.

7) La « souveraineté industrielle » de l'Europe.

« Nous avons commencé à jeter les bases d'une plus grande souveraineté technologique et industrielle » dit Macron.

Non : il y a des Etats – Allemagne, Italie,... qui contrairement à la stratégie absurde de la France se sont battus pour conserver leur industrie. Du moins jusqu'à la guerre en Ukraine et l'offensive des Etats Unis contre l'Europe.

Macron a constaté le décrochage brutal de l'Union européenne par rapport aux Etats Unis. Mais il y avait des différences en Europe :

A Merkel a résisté à Obama, puis Trump, puis Biden, qui refusaient la construction du pipeline Nord stream 2 qui approvisionnait l'Allemagne en gaz à bon marché et l'aidait à être compétitive.

Ce n'est plus le cas.

La guerre déclarée par Poutine était l'occasion rêvée de refuser (en partie) « le pétrole de Poutine » et de le remplacer par le GNL, issu du fort peu écologique gaz de schiste, cédé hors de prix des Etats Unis (1^{er} exportateur mondial). Nord stream 2 a été opportunément détruit, même si le pipeline russe continue de traverser l'Ukraine.

Le GNL cher et les subventions sélectives et massives à l'industrie américaine de l'IRA (faussement appelée Inflation Reduction Act) s'ajoutent à l'extraterritorialité des lois américaines (certaines lois américaines s'appliquent dans le monde entier), au buy american Act (marchés réservés aux entreprises américaines).

Résultat : l'industrie européenne souffre de « l'America first » de Trump comme de Biden. L'Europe décroche.

Réponse de l'atlantiste Ursula von der Leyen à la domination des GAFAM et aux subventions massives des Etats Unis : aucune réaction.

Il en va autrement avec la Chine qui elle est « sanctionnée » par les Etats unis, suivie par L'UE, la France, avec risque de guerre mondiale.

Pour l'euro-béat Macron, ce qui importe c'est de construire une usine « en Europe ». Pourtant lorsque Renault délocalise ses usines, que ce soit en Roumanie, au Maroc, en Chine, ou aux Etats unis, le résultat est le même : chute de l'emploi en France, chute du PIB. Comme on réimporte, les délocalisations en Roumanie comme ailleurs... font plonger la balance commerciale avec ces pays. Le déficit budgétaire s'accroît, augmentant la dette pour le plus grand profit des banques et autres investisseurs auxquels on emprunte de plus en plus.

8) L'Europe de la défense, le summum du fédéralisme, contre la République.

Depuis toujours la défense est l'apanage des Etats. Or, l'Europe n'est pas un Etat et l'Europe de la défense se situerait dans le cadre de l'OTAN. Les Etats-Unis demandent depuis fort longtemps que les pays européens dépensent à minima 2 % de leur PIB pour la défense... qui restera sous contrôle des Etats Unis.

Quant à Macron, devenu ultra militariste, « faucon de l'Europe », avec son « économie de guerre » il veut nous faire payer par 40 milliards de coupes budgétaires d'ici 2025.

9) Paix et transition écologique, largement absents du discours de Macron

Plus de 20 guerres dans le monde, la préparation de guerres de « haute intensité » dans la durée, prennent le pas sur la transition écologique et le social.

. Plus de 2000 milliards sont dépensés chaque année pour l'armement dans le monde. On compte les morts par centaines de milliers. Les destructions sont massives (déjà 500 milliards pour reconstruire l'Ukraine, combien pour Gaza, le Soudan, le Yemen, ... ?). Il y aurait de quoi éradiquer la pauvreté et financer la transition écologique au lieu de mener des politiques de plus en plus antisociales.

Les COP s'effacent devant la militarisation généralisée du monde, les menaces de guerre réelles ou supposées ou provoquées. Les armes détruisent l'homme et la planète.

► **Le réquisitoire de Macron contre la construction « ordo-libérale » de l'Europe, son projet fédéraliste, ne font pas rêver grand monde.**

Il détricote la République. Il détruit le modèle social français, en même temps que « l'Etat providence » qui existait dans de nombreux pays européens.

Il va même jusqu'à souhaiter des listes *transnationales* aux européennes, qui transformeraient la France en « Land » européen totalement soumis à Bruxelles.

► **Il ouvre un espace politique à l'extrême droite** qui peinait à justifier son abandon de la sortie de l'Union européenne et de l'euro. Se drapant dans le gaullisme Bardella peut se permettre de parler « d'Europe des nations ».

► **Y a t-il - ou non - de véritables alternatives qui changeraient la vie ? Lesquelles ? Est-il possible de les mettre en œuvre ? Comment ?**

Nous sommes en période de campagne électorale. Pluraliste Résistance sociale ne prendra pas parti pour telle ou telle liste. A chacune et chacun d'agir pour la politique qu'il souhaite.

ACTUALITE SOCIALE



PETITION

En finir avec les restes à charge pour les malades !

Dépassements d'honoraires, franchises médicales qui viennent de doubler, augmentation des cotisations des complémentaires santé, médicaments déremboursés, coût de la prise en charge de l'autonomie, frais de déplacement liés aux déserts médicaux, ... les restes à charge officiels et invisibles explosent : les malades ne sont pas des coupables à pénaliser. Directement pour les presque 3 millions de personnes sans complémentaire santé ou indirectement par l'augmentation des tarifs des mutuelles, ces restes à charge vont encore aggraver l'accès aux soins et ainsi contribuent à renforcer les inégalités de santé dans notre pays.

En quête d'économies pour réduire le déficit public, le gouvernement n'exclut pas de réduire les remboursements des Affections de Longue Durée et s'en prend aux arrêts de travail

Ce sont les principes mêmes de l'Assurance Maladie que le gouvernement veut mettre en cause, et plus largement de toutes les branches de la Sécurité Sociale.

Supprimer des cotisations sociales pour prétendre augmenter les salaires, c'est réduire les ressources de la sécu, et donc appauvrir les salariés.

Nous demandons :

- l'interdiction de tout dépassement d'honoraires. Le secteur 2 n'est pas la réponse à la pénurie de médecins
- la suppression des franchises médicales
- l'amélioration de la prise en charge des ALD
- la suppression des jours de carence des arrêts de travail
- la réouverture des accueils physiques des différentes branches de la Sécurité Sociale
- l'ouverture en nombre sur tout le territoire de centres de santé publics à but non lucratif.

[Vous pouvez signer la pétition dans le lien de la lettre électronique de Résistance sociale](#)

AVEZ-VOUS REMARQUE ?

A propos de la dette

Par Antoine DUCROS

Depuis quelque temps, le problème du décrochage économique de la France (et de l'Europe) par rapport aux États-Unis commence à être régulièrement évoqué dans la presse. C'est une excellente chose ; évidemment, il faut ensuite savoir comment l'expliquer, et comment envisager d'y remédier, mais enfin prendre conscience de la situation est un bon début.

Et à ce propos, et alors que le gouvernement et nombre d'éditorialistes ne cessent de dénoncer la dette abyssale de notre pays pour mieux justifier les coupes claires présentes et à venir, rappelons que les États-Unis, qui s'en sortent donc autrement mieux que nous sur le plan de la croissance et des salaires, affichent un endettement nettement supérieur au nôtre : une dette de 125% de PIB au lieu de 111, et un déficit lors du dernier exercice de 6,3% du PIB au lieu de 5,5.

ACTUALITE SOCIALE

Les brèves de Marinette BACHE

Pas de problème de pouvoir d'achat pour tout le monde : Selon le magazine Challenges, le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France a progressé de 17 % en un an. 141 milliardaires sont actuellement recensés dans le pays contre 55 en 2013. En 2009, le cumul du patrimoine des plus grosses fortunes françaises s'élevait à 194 milliards d'Euros contre 1 170 milliards aujourd'hui.

Morts au travail : Le bilan 2022 nous annonce 738 morts par accidents du travail soit 2 morts par jour en France. Chiffre sous-estimé puisqu'il n'inclut ni les fonctionnaires, ni les agriculteurs, ni les indépendants. Qui évoque ce drame humain qui brise des familles dans notre pays ? Pis, on casse le droit du travail, on supprime ou on ôte tout pouvoir aux instances de concertation ou de contrôle ; quant à la médecine du travail, elle devient peau de chagrin.

Suite de la remise en cause du droit du travail avec le projet de loi « PACTE 2 » : Le gouvernement souhaite faire voter Pacte 2 avant l'été. Il s'agit de supprimer de nouveaux droits pour les salariés. Cette fois, macron s'attaque aux seuils qui déclenchent de nouvelles obligations sociales pour les patrons. Au programme plus de CSE à moins de 250 salariés, raccourcissement du délai de saisie des prud'hommes (6 mois au lieu de 12 ; Bruno Le Maire souhaiterait même 2 mois !), dérogations aux accords de branches... Et en prime réduction des allocations chômage pour les seniors.

L'Europe c'est la paix et la prospérité, qu'ils disaient. Pour la paix, on peut voir ce qu'il en est. Pour la prospérité, en 15 ans la croissance de la zone euro augmentait de 6% ; parallèlement celle des États-Unis bondissait de 82%. Voilà le beau résultat de l'austérité budgétaire des partisans de l'Europe libérale.

L'Europe prépare aussi une forme particulière de prospérité pour notre agriculture : la Commission européenne se félicite de l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande. Nous allons importer de 20 000km ce que nous produisons déjà ici !

La Sécu du CNR c'était cotiser selon ses moyens et être soigné selon ses besoins. Au prétexte d'économiser 1,5 milliard dans le budget de la Sécu, tandis qu'il exonère les patrons de cotisations sociales pour 83 milliards, le gouvernement de Macron a institué pour le 31 mars, le doublement de la participation des assurés au paiement des frais de santé. Sont concernés les franchises médicales (pour les médicaments et les consultations), les transports sanitaires, les examens biologiques... Le but est toujours de casser le système de solidarité qu'est la Sécu et d'ouvrir le marché à un système assurantiel que seuls les plus aisés pourront se payer.

C'est quoi le ruissellement à la Macron ? Pour la 3ème année consécutive, les bénéficiaires du CAC40 dépassent 100 Milliards d'euros. Cela aurait pu être une opportunité pour le budget de la France : taxer ces superprofits qui, de plus, alimentent l'inflation. Mais non, le gouvernement en bon affidé du dogme libéral a choisi une coupe de 10 milliards d'économies sur le budget de l'État. Et toc pour la solidarité et les services publics !

Le laboratoire Biogaran pourrait être vendu à des repreneurs indiens ! Biogaran, filiale du groupe Servier -qui s'est illustré dans l'affaire du Médiateur et qui semble traverser quelques difficultés- vend donc son laboratoire fabriquant des médicaments génériques.

Le ministre délégué chargé de l'Industrie, Roland Lescure a expliqué que l'Etat « *suit et est très vigilant* » sur une vente éventuelle de Biogaran, qui détient un tiers du marché français. Nous connaissons tous l'expertise gouvernementale en matière de vigilance quand il s'agit de vendre des fleurons de l'industrie française. Il y a donc motif à être très inquiet. Il s'agit à la fois de notre souveraineté sanitaire et de sauvegarde d'emplois en France car la délocalisation menace. Il y aurait une solution facile pour bloquer ce rachat : le décret Montebourg... Pourrait-on rêver à ce que le gouvernement y ait recours ?

Quand la grève paie ! Les salariés de Keolis Lisieux Normandie avaient déposé un préavis de grève illimité. Leur direction remettait en cause les accords issus du précédent opérateur. Avec près de 80% de grévistes, ils ont obtenu le retour des 15 jours non travaillés supplémentaires, l'affichage des plannings à l'avance, le doublement de la prime de départ à la retraite, une prime de vacances, des jours « enfants malades » Bravo à eux.

COUP DE GUEULE



Vers un retour au statut de Vichy ?

Par Michel LABATIE

Dans le privé, désormais, on a peu de promotion interne, on peut rester au smic toute sa vie, on ne bénéficie d'aucune sécurité réelle de l'emploi, on doit changer de société voire de profession plusieurs fois dans sa vie et connaître le chômage. Le fonctionnaire lui bénéficierait, quoi qu'il fasse, d'une évolution tout au cours de sa carrière, à un emploi garanti à vie, et pourrait passer des concours de promotion interne, tout cela quel que soit son mérite.

Fadaise ! Le statut du fonctionnaire a été créé à la Libération par Maurice Thorez et renforcé et unifié en 1983 par Anicet le Pors.

Contrairement à Vichy, un fonctionnaire est considéré comme une « baïonnette intelligente » : il a le devoir de s'opposer aux actes illégaux, à ceux ne respectant pas la hiérarchie des normes (exemple : un ordre de sa hiérarchie non assise juridiquement), les principes républicains, les droits de l'homme. Cela était appris avant les années 2000 dans toutes les formations d'entrée dans la fonction publique.

Pourquoi un emploi garanti à vie ? Car c'est la garantie pour les usagers d'avoir une personne neutre vis-à-vis des pressions politiques et économiques, une personne pouvant s'opposer à des directives illégales. La garantie qu'il serve l'Etat républicain pas un gouvernement.

Les fonctionnaires ne peuvent pas être virés ? Foutaise ! Parce qu'ils servent l'Etat républicain, le représente, ils sont radiés dès que leur comportement personnel est contraire à la probité et aux bonnes mœurs. Par exemple pour ébriété en dehors de leurs heures de service sur voie publique. Ils sont radiés pour faute ou corruption (par exemple accepter à son compte personnel un cadeau d'un usager même minime). Les motifs de radiations sont bien plus larges que dans le privé. Les recours relèvent de la justice administrative non des prud'hommes.

Pourquoi un avancement à l'ancienneté et non au mérite ? Pour respecter plus la République que les ordres reçus. Sa promotion et son recrutement ne peuvent dépendre de sa hiérarchie ou d'un ministère ! Comment sinon mettre ses missions au-dessus des indicateurs de rentabilité que les gouvernements successifs tentent d'imposer ? Il faut donc qu'il soit titulaire de son grade (A, B ou C). Et c'est quoi le mérite ? Appliquer les ordres sans discuter, répondre aux statistiques plus qu'à la qualité du service public rendu ? Qui sera promu ?

Pourquoi Guérini ment sur les licenciements ? Car son objectif et celui de ce gouvernement (et des précédents) est un retour à des fonctionnaires dociles. Comme lors du premier statut créé sous Vichy. Tout va en ce sens : la notation a introduit un frein ou une accélération des carrières (avec des garde-fous selon la force des syndicats), l'ouverture récente de l'ensemble des postes à des contractuels, la codification qui rattache des droits et obligations à son poste, non à ses missions, la suppression des catégories annoncées, la remise en cause des garanties statutaires... avec en parallèle la promotion d'un « devoir de réserve », inventé car non statutaire. Il est trop dur de s'attaquer de front au statut, alors ils le contournent.

La vérité c'est qu'aujourd'hui nos services publics ne tiennent que par la volonté de leurs personnels contre la volonté du gouvernement.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :
Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15
Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr
Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :
ADRESSE :
TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)